L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 8 SEPTEMBRE 1881. 55me Année.

Bonner, Bonner & Cie., Propriétaires-Éditeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 8 SEPTEMBRE 1881.

VENTES A L'ENCAN.

Par le Shérif à la Bourse des Négociants et des Banquiers, rue Royale.—un morceau de terre avec les bâtisses et améliorations dans l'Est borné par les rues Bruto, Bayonne, Olivo et Corondelet.

Par Jas. P. Guinault, à l'enseigne des rues Mandeville et Libéral, derrière l'hôpital Lunsberg,—une vacherie.

Une légère amélioration financière.

Nous sommes charmé de voir que nous touchons à la fin des déficits dans le recouvrement des subsides municipaux, que la balance qui a figuré pendant tant d'années dans nos comptes de finance a cessé d'y occuper une place, et qu'il y avait au 31 août une balance de $100,000 dans la caisse de la ville. Non seulement la balance s'est arrêtée, mais il y a eu encore une amélioration dans les recettes, et même une amélioration très marquée. Ainsi les marchés, qui n'avaient été portés dans le budget que pour $200,000, comme qu'ils n'avaient pas même rendus dans les exercices antérieurs depuis longtemps, rapporteront cette fois $238,000, et les licences, qui n'avaient pas été estimées plus haut que les marchés, et qui étaient toujours en baisse, rendront $50.000 de plus, si les délinquants s'exécutent comme ils l'ont fait depuis l'ouverture de l'exercice de 1881. D'autres items, moins importants, ont éprouvé aussi quelque amélioration.

En conséquence, une ordonnance sera présentée convenablement par l'auditeur des comptes publics et l'administrateur des finances pour amender le budget de manière à affecter le surplus à un emploi quelconque. Cet emploi ne manquera pas, à ce qu'il paraît, car l'administrateur des travaux publics demande déjà qu'on rende à son budget la somme de $50,000 qui avait été distraite de ce même budget porté à $300,000 sous les administrations précédentes.

L'administrateur de la police demande aussi une augmentation pour son département. On ne saurait nier que ces deux départements ne soient en souffrance. Les rues de la ville ne brillent ni par leur entretien ni par leur propreté, et la police n'est certes pas plus nombreuse qu'il ne faut.

Mais, pour nous, ce n'est pas une raison de fondre ce surplus de $100,000 dans des besoins purement administratifs. On sait, et on a toujours su, que plus on donne à l'administration plus elle demande, et qu'elle ne serait pas satisfaite quand même on ajouterait des millions à son budget. Les dilapidations et les extravagances du gouvernement républicain nous ont forcés à user d'économie et à faire certaines choses avec peu de moyens. La question serait de savoir si nous eussions mieux fait, ou fait plus de choses, avec des ressources plus grandes. Or, la solution est douteuse, et des milliers de gens seraient prêts à se prononcer pour la négative.

L'expérience a appris aux administrés à se méfier des conceptions du Conseil de ville, à se méfier surtout de sa science économique quand il s'agit d'améliorations non prévues, non discutées et non déterminées par l'opinion publique. Ces administrés savent que la plupart des projets improvisés aboutissent, le plus souvent, à des frais inutiles, et ils se méfient de tout ce qu'on propose de faire en dehors de la routine ordinaire du gouvernement municipal. Ils voudraient, en conséquence, que tout surplus de recettes, à supposer qu'il y en ait, fût employé au soulagement de ceux qui ont contribué à faire ce surplus par leurs efforts industriels et par une plus grande régularité dans la liquidation de leurs obligations fiscales.

Ce soulagement est le premier devoir de la municipalité. Elle ne peut ignorer, par exemple, qu'il existe contre elle des mandats de cour pour plus de $500,000 ; que ces mandats viennent de jugements qui doivent être exécutés, c'est-à-dire à l'exécution desquels il est impossible de se soustraire. La municipalité ne peut ignorer non plus que pour répondre à cette nécessité, il faudra porter dans le prochain budget cinq mills de taxe au-dessus de la limite fixée par la loi de 1876, et 10 mills de taxe au-dessus de la limite fixée par la Constitution. Or, s'il y a réellement un surplus dans les recouvrements de l'exercice financier de 1881, il nous semble qu'en toute raison et en toute équité, comme en toute légalité et en toute justice, ce surplus devrait être employé de préférence à payer les jugements prononcés par les tribunaux. Ces jugements représentent des dettes en souffrance depuis de longues années, et nous ne voyons pas comment la municipalité pourrait se dispenser d'y faire face aussitôt qu'elle réalise quelques ressources dont l'usage n'a pas été fixé dans le budget de l'année, et qui sont par conséquent disponibles.

Ces ressources doivent être affectées, selon nous, au payement des dettes qui pressent le plus, des dettes en souffrance, et pour lesquelles, tant qu'elles ne seront pas couvertes, il faudra se soumettre à un taux d'intérêt plus fort que l'intérêt de celles qui sont régies par la loi de 1876. D'ailleurs, en disposant ainsi de ces ressources, on répond à deux nécessités absolument rigoureuses, imposées par les lois, et en même temps par les sentences des cours. En prenant ce parti, l'administration épargnerait un mill de taxe aux contribuables de 1882, procédé auquel ils seraient plus sensibles qu'à tout autre.

En dehors de ce dégrèvement commandé par les circonstances, il y a des travaux commencés pour le compte de la ville et dont l'achèvement est indispensable si l'on veut utiliser et conserver ce qui est déjà fait. L'affaire la plus dangereuse dont la ville offre le spectacle en ce moment, est le revêtement du canal de la rue du Camp, qui a été entrepris par la Compagnie Crescent; ce canal reste là avec ses eaux croupissantes, ses grandes herbes et ses poutres et madriers accumulés sur ses bords, sans que la municipalité s'en occupe, et sans qu'il soit question de continuer l'œuvre entreprise par la Compagnie. Si la Compagnie a renoncé à ce travail, c'est parce qu'elle a obtenu un jugement qui l'autorisait à transférer ailleurs sa ligne ferrée du Colysée. Mais elle a fait à la ville Pahemdon gratuit des matériaux réunis pour la couverture du canal; ce canal est déjà couvert en partie, et l'on nous assure que la Compagnie est prête à fournir le reste des matériaux nécessaires à l'achèvement de l'œuvre, si la ville consent à en charger de l'exécution.

Cela étant, une somme de $1,500 seulement suffirait pour compléter le travail, et s'il y a une balance de $100,000 chez l'agent fiscal de la ville, il nous semble qu'on pourrait bien en distraire cette faible somme pour couvrir le canal et garantir les habitants contre les émanations fétides qu'entraînent ce long bourbier. Nous appelons sur ce point l'attention du Conseil de ville, du Bureau de santé et de l'Association sanitaire. Il est impossible de laisser durer plus longtemps cet état de choses. Il y a même un danger très sérieux à les laisser subsister, car le nouveau chemin de fer côtoie de très près les bords du canal, et si un des chevaux employés au tirage des chars prenait peur et se jetait de côté, sur la gauche, un des véhicules pourrait fort bien dérailler et dégringoler jusqu'au fond du bourbier. Ce danger est commun à tous les drays, wagons, charrettes et voitures qui suivent la voie ferrée pour aller plus vite. Nous insistons donc pour que la couverture du canal de la rue du Camp soit achevée le plus promptement possible, cette question, du reste, ne pouvant empêcher le dégrèvement des contribuables pour l'exercice de 1882.

—La Banque Nationale de la Louisiane, vient de perdre un de ses plus estimables directeurs, M. James F. D. Lanier, mort tout récemment à New York. Ce financier fut un des premiers capitalistes du Nord, qui, ayant confiance dans l'avenir de notre ville, ne craignit pas de s'engager dans nos affaires de banque et de favoriser, autant que cela était en son pouvoir, l'établissement ou plutôt la renaissance de nos maisons de crédit, dont le besoin se faisait si vivement sentir après la guerre.

Beaucoup de nouveaux souliers, pour dames, à l'Etoile Rouge.

PANAMA.

Extrait d'une correspondance du 26 juillet, adressée de Panama au Courrier de San Francisco :

Le tracé du Canal n'avait été fait qu'imparfaitement lorsqu'il a été adopté; il faut avoir parcouru ces 47 milles qui séparent les deux Océans pour se faire une idée de la végétation complètement vierge et impénétrable qui couvre ce pays; on est obligé de se frayer un passage à la hache, comme fond du reste en ce moment les travailleurs du Canal. Celui qui n'a pas vu, qui par terre de Panama jusqu'au Darien, non de la grande rivière qui sert de limite à l'État de Panama, ne peut se faire une idée de cette végétation d'une verdure perpétuelle, qui se compose d'arbres tropicaux, tels que palmiers, cocotiers, bananiers, goyaviers, acajous, toutes sortes de fleurs de couleurs indiées. Toutes ces plantes et fleurs se trouvent entrelacées dans tous les sens par des ramais, espèce de cordes naturelles très solides et qui grimpent jusqu'à des hauteurs de 50 à 60 pieds.

Panama ne possède aucune route. A un kilomètre de la ville, les forêts vierges commencent et il faut s'y frayer un passage ou plutôt un tunnel sans pouvoir rencontrer, sur un parcours de plusieurs kilomètres, une clairière où l'on puisse revoir le ciel. Heureusement que le tracé du Canal ne s'éloigne jamais qu'à très peu de distance de la voie du chemin de fer; cela facilite considérablement le déplacement du personnel et le transport des approvisionnements de toutes sortes pour les brigades de déblaiement.

C'est dans ces conditions que la première expédition d'ingénieurs venus à Panama a dû commencer, au mois de janvier dernier, les travaux définitifs du tracé. Ni M. Reclus ni M. Wyse, avec leurs cinq ou six aides, n'avaient pu pratiquer la route lorsqu'ils ont proposé le tracé qui a été adopté. Il est nécessaire aujourd'hui d'avoir deux genres de travailleurs, ceux qui frayent la route et ceux qui pratiquent des sondages. Il y a eu jusqu'à vingt brigades de travailleurs occupés à ces deux espèces de travaux, mais ils ne permettent pas d'employer beaucoup de nouveaux bras. Les Chinois et les habitants du pays suffisent largement, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours aux étrangers.

L'excitation produite par l'annonce de l'ouverture des travaux avait attiré ici une assez grande fraction de tous les pays, comme vous pouvez le croire. Les journaux du monde entier avaient beaucoup parlé des grands travaux qu'il y aurait à faire dès le principe, aussi les arrivants ont-ils été désappointés de ne rien trouver à faire, car la Compagnie, par principe, préfère, à prix égal, employer les natifs du pays. La plupart de ces émigrants qui avaient conservé assez d'argent pour leur passage, sont repartis mécontents, critiquant la Compagnie des petits gages qu'elle paie. Mais on peut se faire une idée des travaux gigantesques et du personnel qu'il faudra d'ici quelques mois pour creuser 47 milles de long, sur 15 mètres de largeur et 10 de profondeur au-dessous du niveau de la mer. Alors, les plus courageux pourront venir; ils seront sûrs de trouver du travail et de gagner de meilleures journées.

M. Huerne, l'architecte bien connu de San Francisco, est venu ici pour commencer l'entreprise que la Compagnie lui a concédée pour la construction d'une vingtaine de campements, qui se composeront chacun de vingt maisons. Lundi 31 juillet, les charpentiers vont commencer le premier campement à Gatun, où il doit y avoir plus tard des grands ateliers de forge. On sait que les commandes faites en Europe, pour un montant de plusieurs millions, doivent arriver ici avant la fin de l'année. Le service du personnel s'est beaucoup amélioré depuis quelque temps. L'administration établie à Panama se compose comme suit :

Agence supérieure : chef, M. Reclus; directeur général des travaux, M. Blanchet.

Président des domaines, M. Harel.

Chef des transports et des postes, M. Riche (le frère de notre concitoyen M. Riche, de Cucamonga).

Deux docteurs, un pharmacien, un chef des approvisionnements.

Et, sauf tous, ils occupent un assez grand personnel qui, à ma connaissance, n'a connu jusqu'à présent aucun acte répréhensible. Tous les employés viennent de voir augmenter leurs salaires, et il est aussi question que celui des ouvriers le sera également d'ici quelques jours. Du reste, ce n'est qu'une affaire de quelques temps pour que la situation s'améliore pour tous; mais ceux qui ont voulu arriver avant les travaux se sont trop pressés et je ne conseillerai à personne de venir ici, il n'y a rien à faire; le moment n'est pas encore venu. Le progrès réalisé depuis un an à Panama est vraiment extraordinaire et le nombre des Français qui s'y trouvent est considérable.

Nous avons célébré la fête nationale du 14 juillet par un banquet au Grand Hôtel, où nous étions deux cents Français. Dans la journée, on avait organisé toutes sortes de jeux sur la grande place, en face le Grand Hôtel, et pour distraire les panemagas on avait mis quelques barriques de vin à leur disposition. C'était un grand jour de fête pour la ville et dans toutes les dépositions on voyait flotter le drapeau français; on se serait cru dans une ville de France. Le chef de musique de la garde de Panama, qui est un français, républicain de 1848, M. C. Leviller, a offert son concours gratuit pour une retraite aux flambeaux au son de la *Marseillaise*.

A. SOUBRIÉ.

Beaucoup de nouveaux souliers tes pour dames, à l'Etoile Rouge.

CALIFORNIE.

Nous lisons dans le *Courrier de San Francisco* du 31 août :

Faux monnayeurs Chinois.

Deux Chinois nommés Ah Jim et Ah Sue, arrêtés à Oakland, viennent d'être traduits devant la Cour de District des États-Unis. Ils sont accusés d'avoir mis en circulation de la fausse monnaie. Voici comment ils s'y prenaient : Ils entraient dans un magasin d'épiceries, achetaient pour dix sous de sucre qu'ils payaient avec une fausse pièce de 50 cents et se faisaient rendre la différence. Mais le Marshal des États-Unis est venu mettre un terme à cette coupable industrie. Lundi prochain, le juge Hoffmann prononcera leur sentence.

Dans la nuit de dimanche à lundi, trois pêcheurs chinois, qui résidaient dans une cabane au bord de la baie, près de Hunter's Point, se sont pris de querelle et l'un d'eux a été littéralement haché à coups de couteau. Puis ils ont décampé en abandonnant leur victime à son malheureux sort. La police est à la recherche des coupables.

Les Élections.

Le *National* :

La vérité est que les élections de Paris sont, dans leurs lignes générales, extrêmement mécaniques et que les programmes des candidats, augmentés d'a discours tenus dans les réunions publiques, des engagements pris par les élus, du nombre formidable de voix obtenues par les révolutionnaires, sous quelque nom qu'ils se présentent, sont faits pour donner à réfléchir aux républicains français qui savent l'histoire et ne veulent pas recommencer le passé.

La vérité est que les élections départementales, bien que beaucoup plus sages que les élections de Paris, témoignent, elles aussi, des progrès des doctrines révolutionnaires, progrès dû à la faiblesse, aux complaisances sans nom des représentants légaux du pays, au manque de caractère et de fermeté de la plupart des ganéldistes.

La vérité est que, pour faire obstacle à cette poussée, nous n'avons rien, ni un gouvernement résolu, ni une majorité homogène à la Chambre, ni un parti républicain sage, fortement organisé dans le pays.

La vérité est que l'homme que son talent, son courage, son intelligence et son patriotisme désignaient comme le plus capable de former ce gouvernement, de grouper cette majorité et d'organiser dans la nation ce grand parti républicain, M. Gambetta, pour le nommer par son nom, commence, par ces hésitations, ces jeux de bascule, à n'inspirer plus autant de confiance aux modérés, après avoir perdu toute celle qu'avaient en lui les immodérés.

Voilà la vérité. On peut la trouver désagréable. Il n'est pas permis de la cacher.

La *Paix* juge que les élections dernières vont donner aux ministères futurs une stabilité plus grande :

Dans la Chambre de 1877, le nombre relativement assez considérable des opposants de droite et la division des groupes de gauche rendaient les majorités incertaines et fluctuantes. Les cabinets n'étaient jamais assurés de leur lendemain. Dans la nouvelle Chambre, il y aura une majorité composée d'environ trois cents voix contre lesquelles les coalitions se trouveront impuissantes. L'action gouvernementale va donc s'exercer dans des conditions plus favorables. C'est là un des résultats les plus importants de la journée d'hier, et sur lequel nous aurons à revenir.

Le *Journal des Débats*, dans un article très judicieux, insiste plus particulièrement sur la nécessité où va se trouver M. Gambetta de prendre le pouvoir :

Le programme électoral de M. Gambetta, comme on a pu le constater, a servi de modèle pour la rédaction, les programmes rédigés par le plus grand nombre des candidats qui ont déclaré vouloir siéger sur les bancs de la gauche et de l'union républicaine. Il en résulte que M. Gambetta ne saurait être considéré autrement que comme le chef nécessaire de la nouvelle majorité.

Le *Mot d'Ordre*, lui, veut entamer la guerre contre César immédiatement :

Le premier coup de hache a été porté hier dans l'arbre touffu qui menaçait, par son ombre et ses racines, de faire stériliser notre jeune République. Il faut agrandir l'entaille, jusqu'à ce que l'arbre tombe tout à fait. Pour cela l'union et le commun effort sont nécessaires.

Pour employer la belle formule de la Boétie : l'oiseau Un s'est mis contre Tous, il faut que tous se mettent contre Un.

Dans un article intitulé le *Déclin*, le *Citoyen de l'avis* s'écrie que la fortune de César est à son déclin, et que cela est notoire d'après les élections du 21 août.

M. Henri Rochefort voudrait que M. Gambetta cédât volontairement sa place à Tony Révillon, et il pourrait l'annulation de l'élection de Belleville.

Dans la *Justice*, M. Camille Pelletan déclare d'abord que ce qui l'a frappé le plus dans les élections c'est l'écroulement retentissant de M. Gambetta.

Les journaux républicains jugent généralement que la nouvelle Chambre devra être progressiste et réformatrice; le pays l'a élue dans cette intention et elle ne devra point l'oublier.

C'est ainsi que nous trouvons dans l'*Union républicaine* :

L'Assemblée qui va s'ouvrir, si elle est fidèle aux mandats et à la foi jurée, doit donc être une Assemblée nettement réformatrice et démocratique.

Le *Siècle* ne s'exprime pas autrement :

Lorsque nous considérons d'une part les noms des républicains élus, et de l'autre les noms des candidats républicains qui ont été vaincus dans la lutte, nous sommes convaincus que les électeurs ont voulu que la Chambre de 1881 fût une Chambre résolument réformatrice. Voilà ce qui explique, en partie du moins, la rude attaque que M. Ribot a dû subir dans le Pas-de-Calais, l'échec de M. Léon Renault dans le département de Seine-et-Oise et celui de M. Bardoux dans le Puy-de-Dôme.

Le *Voltaire* pense de même :

La plupart des 363 sont réélus ; mais beaucoup d'entre eux ont pris devant le suffrage universel une attitude plus ferme au point de vue de l'action progressive. C'est un nouvel esprit qui vivifiera cette Assemblée du 21 août.

Il faudra bien que l'on aille de l'avant, il faudra bien que l'on s'attache à réaliser les réformes que le pays attend du gouvernement de la République; il faudra bien qu'il rétablisse entre le pouvoir exécutif et la majorité parlementaire l'accord indispensable pour l'œuvre réformatrice et progressive.

Aux yeux du *Reppel*, c'est la révision qui a été votée par la France :

Le prochain ministère, qui ne peut être que le représentant de la majorité nouvelle, sera un ministère révisionniste. Ce ministère aura pour tâche principale de dire au Sénat que l'heure est venue de faire une large concession au suffrage universel, faute de quoi toute concession serait bientôt tardive et inutile.

Le *Parlement* constate d'abord le succès évident de l'union républicaine, mais il ne veut pas encore formuler de jugement ni de prophétie :

On peut dire, sans crainte d'erreur, que les idées qui domineront désormais au Palais-Bourbon sont les idées qui animaient, dans l'Assemblée dissoute le 14 octobre 1877, le gros de l'union républicaine. Depuis trois ans, ces idées ont fait des progrès continus aux dépens des idées plus modérées ; la journée de dimanche a été pour elle une nouvelle victoire.

Les étrangers trouveront de leur intérêt d'a cheter leurs souliers à l'Etoile Rouge.

Arrivée d'une flotte russe.—L'escadre russe de l'Océan Pacifique arrivera prochainement dans le port de San Francisco. L'*Alex*, portant le pavillon de l'amiral Aslamboguff, venant de Victoria, est attendu vendredi. Le *Plastoun*, l'*Africa* et le *Vestnick* arriveront quelques jours plus tard, venant de Vladivostock, Sibérie. Tous ces navires de guerre sont cuirassés.

Nous apprenons que le cuirassé *Triomphante* entrera aujourd'hui même du dock à Hunters' Point. C'est par erreur qu'on avait annoncé le fait comme devant avoir lieu dimanche dernier.

On lit dans le *Messager de Tahiti*, en date de Papeete, 8 juillet : L'aviso à vapeur français *Hugon*, commandé par M. Ménard, capitaine de frégate, est arrivé aujourd'hui, venant de Valparaiso en 44 jours.

—On mande de Genève qu'un terrible accident est arrivé mercredi, sur la route de Chamonuix à Martigny, entre le pont de Valloreines et l'hôtel Barberine. Trois personnes, dont un monsieur hollandais et deux dames de sa famille qui le mère avaient quitté l'hôtel royal dans une voiture pour aller à Martigny, ont été obligées de rebrousser chemin à cause des fortes pluies qui tombaient.

Soudain la route s'effondre et les voyageurs et la voiture sont entraînés au fond du précipice dans un torrent très profond à cet endroit. Le cocher seul, qui se trouvait à la tête des chevaux au moment de l'accident, été sauvé. Jusqu'à présent on n'a retrouvé qu'un corps; les autres ont disparu dans le précipice avec la voiture.

Les dames sont invitées à visiter l'Etoile Rouge. Elles y trouveront de nouvelles chaussures tout l'année leur fera plaisir.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

Arrivée d'un frère Siamois.

Marseille, 4 septembre.—Un frère du Chulalon Kom Ier, roi de Siam, vient d'arriver de Singapoore.

ITALIE.

Congrès géographique et exposition.

Venise, 4 septembre—Le congrès géographique et l'exposition internationale que l'on a ouverts à Venise le 1er septembre, attirent l'attention de toute l'Europe. La France, la Russie, l'Italie et la Suède y sont largement représentées. L'Angleterre ne brille pas, bien que les Indes aient envoyé de magnifiques collections. La municipalité a fait apposer des plaques commémoratives sur les maisons où ont habité autrefois des voyageurs célèbres tels que Marco Polo, Sébastien Cabot, Nicolo et Antonio Zeno et Marino Tecello.

Le Vésuve.

Naples, 4 septembre—La crête du Vésuve se couronne de fumées depuis plusieurs nuits.

RUSSIE.

La presse nihiliste.

Saint-Pétersbourg, 4 septembre — Après trois mois de silence, l'organe pétersbourgeois des nihilistes a fait un réapparition. Ce journal a publié il y a dix jours une proclamation et jeudi dernier il contenait la liste exacte des noms de tous les nihilistes qui ont été dernièrement "assassinés."

ALLEMAGNE.

L'empereur et le tsar.

Berlin, 5 septembre—On annonce que l'empereur et le tsar auront une entrevue à Konits à l'époque des manœuvres militaires.

Manœuvres d'automne.

Berlin, 4 septembre—L'empereur revisiera des manœuvres en Hanovre le 7, puis il partira le 8 pour Konits où auront lieu des manœuvres particulières de cavalerie et d'artillerie. On doit expérimenter l'efficacité des nouvelles armes à feu et de la nouvelle tactique de la cavalerie.

Il est à remarquer que les représentants des armées étrangères qui assisteront aux manœuvres du Hanovre et du Schleswig n'ont pas reçu d'invitation pour celles de Konits.

Complot contre la vie de l'empereur.

Vienne, 4 septembre — D'après le "Neue Freie Presse", l'empereur pour se rendre aux manœuvres du Hanovre prendra une route différente de celle par laquelle il avait d'abord l'intention de passer. On l'a avisé que les socialistes avaient tramé un complot contre son existence.

Conversion du roi de Wurtemberg.

Wiesbada, 4 septembre—On fait courir le bruit de la conversion du roi de Wurtemberg au catholicisme.

Occupation de la Thessalie.

Athènes, 4 septembre—Les Grecs ont occupé Karditza et Phanaria.

François-Joseph et Humbert.

Saint-Pétersbourg, 4 septembre—La *Gazette* annonce que l'empereur François Joseph et le roi Humbert auront ensemble une entrevue dans le courant d'octobre.

Le traité de commerce.

Londres, 4 septembre—L'invitation amicale de la reine d'Angleterre, à laquelle le Temps a fait allusion hier, est renfermée dans le paragraphe du discours du trône prononcé lors de la prorogation du Parlement, lequel paragraphe est ainsi conçu : "On a suspendu les négociations commerciales avec la France. Mais je désire toujours, à tous les points de vue, faire tous mes efforts pour arriver à conclure un traité favorable à une circulation commerciale étendue entre les deux pays, car j'attache une grande importance à l'entretien de relations amicales entre la France et l'Angleterre."

Londres, 4 septembre—Les journaux de Londres annoncent que le gouvernement français arrive à composition dans la question du traité de commerce. M. Tirard, cédant à la pression de l'opinion publique, est disposé à prolonger en vertu de la loi, le temps nécessité par les négociations.

Le télégraphe en Chine.

Saint-Pétersbourg, 4 septembre.—Une convention des plus importantes vient d'être signée entre la Chine et la Russie. La Chine s'est engagée à laisser poser des télégraphes dans les diverses parties du Céleste-Empire et une compagnie danoise a déjà posé des fils au nom de la Russie. La ligne sera achevée il sera possible de transmettre des messages de la France au Pacifique sans qu'ils passent par l'Allemagne. Le monopole anglais sera ainsi détruit en grande partie.

Le naufrage du "Teuton."

Londres, 4 septembre—Voici de nouveaux détails sur la perte du steamer *Teuton* : "Lorsque le steamer s'est échoué le temps était clair. Il faisait clair de lune, mais la côte était couverte par le brouillard. Le navire s'est échoué sans que rien le fît pressentir. Après s'être dégagé, il s'est dirigé sur la baie Simon, mais sa vitesse s'est ralentie insensiblement. Le compartiment qui a frappé les rochers est resté intact, mais le compartiment voisin de la chambre des machines s'est rempli d'eau. Un ordre partait a été maintenu parmi les passagers et l'équipage pendant leur embarquement dans les canots. La submersion subite du navire a été causée par la chute de la cloison séparant les compartiments."

Fauché! Fauché!—La botte la plus élégante, la grande vogue du jour, en vente à l'Etoile Rouge.

La question du traité anglo-français.

L'Agence Havas publie la note officieuse qui suit :

"Il ne nous semble pas que, de l'autre côté du détroit, les journaux aient bien compris ce qui vient de se passer pour le traité de commerce entre l'Angleterre et la France. Nous sommes mieux placés que personne pour savoir quel est le sens exact d'une de nos lois et spécialement de la loi qui permet, à de certaines conditions, la prorogation de nos traités de commerce avec les étrangers. Le cabinet français ne pouvait pas agir autrement qu'il ne l'a fait.

"La, ici est formelle, et il n'a qu'à y obéir. Avant le 8 novembre prochain, il ne peut accorder la prorogation de trois mois jusqu'au 8 février 1882 que s'il a la certitude de pouvoir traiter définitivement avec ceux à qui il l'accorderait.

"Le cabinet anglais, par suite de motifs sans doute très graves, n'a pas pu donner cette certitude, et le cabinet français, quelle que fût sa bonne volonté, dont il a donné tant de preuves, a dû se conformer aux dispositions de la loi qui lui a été imposée par le Parlement.

"Voilà l'état vrai de la question, on ne saurait trop le répéter; et ce n'est pas aux Anglais si justement passionnés pour la légalité de prendre les autres à l'enfreindre. Nous espérons donc que l'opinion publique chez nos voisins reconnaîtra bientôt, ainsi que les hommes d'État, la nécessité à laquelle le gouvernement de la république a dû se soumettre. Quant à croire que la Chambre qui va sortir des élections d'aujourd'hui sera plus portée au libre-échange que la Chambre qui finit, c'est là, selon nous, une erreur manifeste que commettent quelques journaux et qui sera bientôt reconnue."

Pour vous chausser à la mode il faut aller à l'Etoile Rouge.

Karlsruhe, 31 août.

La *Gazette de Karlsruhe* publie une note du gouvernement qui dément les bruits qui ont couru au sujet de l'élection du grand-duché de Bade en royaume.

Suivant la *Gazette*, de pareils projets n'ont été traités ni officiellement ni personnellement et sont diamétralement opposés aux désirs du souverain du pays ainsi que de son gouvernement.

Pensée d'un ivrogne.

Je n'ai jamais d'expressions assez crues que lorsque j'ai une cuite.

La bourse au coton a reposé, hier, la médiation du Conseil de ville dans la question du travail.

Départ.—Il ne se passe pas de jours que nous n'ayons à porter à la connaissance de nos lecteurs le départ de quelque commerçant ou autre personne en vue. Celui qui motive ces lignes, est le départ sans retour, d'une de nos anciennes modistes, Mme A. Emery, qui, pendant nombre d'années, a été fort en vogue dans le monde de nos élégantes. Espérant exploiter son industrie plus lucrativement à New-York qu'à la Nouvelle-Orléans, elle est partie hier matin, en destination de la grande Métropole du Nord.

Taxes arriérées de 1881.—Nous publions plus loin un avis qui concerne les contribuables qui n'ont pas encore payé leurs taxes de 1881. Ils sont prévenus que jusqu'à la publication des listes, qui aura lieu le 15 octobre, ils pourront payer par à comptes.

Les troubles en province.

La *Vraie France* du Nord annonce qu'à peine le résultat de l'élection avait-il été connu qu'une bande d'un millier d'individus s'est dirigée vers la rue des Orphelins, où habite M. Debuchy. Les perturbateurs chantaient la *Marseillaise* et poussaient des cris de mort à l'adresse de l'honorable député.

Il y avait nombreuse réunion chez M. Debuchy ; à l'annonce du succès, beaucoup de ses amis étaient venus le féliciter.

Les perturbateurs se précipitaient sur les portes pour les enfoncer, mais leurs tentatives restèrent infructueuses; la foule s'armait alors de pierres et brisa un grand nombre de vitres à la filature.

Les personnes qui se trouvaient chez M. Debuchy, croyant l'émeute calmée, se dédidèrent à sortir ensemble; mais un coup de sifflet avertit les voyous qui se précipitèrent sur les amis de M. Debuchy; des pierres furent lancées et quelques personnes ont été sérieusement blessées ; parmi les blessés, on cite M. Scalabre-Delcourt, qui avait reçu une blessure assez grave, MM. Désiré Laurent, L. Dautombes.

La gendarmerie arriva sur ces entrefaites et dispersa la foule ; une dizaine d'arrestations ont été opérées. La soirée a été très agitée et la police a dû disperser plusieurs attroupements.

Un dernier trait de sauvagerie : M. C... se trouvait sur la porte, en face de la maison de M. Debuchy ; il fut entraîné et frappé par les voyous ; sa femme, sur le point de devenir mère, voulut le délivrer; elle fut frappée à coups de cannes plombées, et on assure que le médecin considère sa position comme très grave.

Le Courrier de Tarn et Garonne dit que quand le résultat du scrutin a été connu, des hommes ont parcouru les rues en hurlant le "*Ça ira, ça ira*" et se sont portés devant la maison de M. Fraz-Fraz. Ils ont cassé les vitres de l'imposte qui est au-dessus de la porte cochère, à coups de pierres, puis sont allés ensuite hurler devant certaine établissements religieux.

On écrit de Périgueux que dans la nuit de lundi, après la proclamation du scrutin, une bande de cinq à six cents individus s'est portée au grand séminaire. Pendant une demi-heure environ, ils ont exercé leurs forces à secouer la porte et à tirer la cloche en criant : *A bas le calotin! A mort les curés! Enlevez-les! A l'eau!* Puis, continuant le cours de leurs glorieux exploits, ils se sont rendus à l'évêché et au collège Saint-Joseph, renouvelant les mêmes scènes.

On écrit de Cognac que dimanche soir des scènes sauvages ont eu lieu à Cognac ; le malade de M. Cunéo d'Ornano, député conservateur réélu, a été assailli par une bande de mille enragés proférant des menaces de mort contre M. Cunéo d'Ornano. Les vitres ont été brisées par des pierres. La porte extérieure a été défoncée. Cette orgie a duré de minuit à deux heures du matin.

La police n'est pas intervenue.

Proportion numérique entre les sexes aux Etats-Unis.—D'après le dernier recensement, il y a aux Etats-Unis 25,520,552 hommes et 24,632,284 femmes. Ces chiffres démontrent que les hommes sont plus nombreux que les femmes d'environ un million. La même relation n'existe pas dans l'ancien monde où généralement le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes. Il en est de même dans certaines portions des Etats-Unis, par exemple, dans la Nouvelle-Angleterre et dans les Etats du Sud. Mais au fur et à mesure qu'on s'avance vers l'ouest, pays beaucoup plus nouveau, le nombre des hommes augmente graduellement, jusqu'en Californie où la population s'établit ainsi : 66,841 femmes contre 100,000 hommes. Cependant, il convient d'ajouter que cette disproportion est due à la présence de 75,000 Chinois.

Décédée, le 7 septembre, à 4 1/2 heures du matin, DAME VVE BAPTISTE ARBELLME, née LOUISE AGLAÉ ABAT. L'ensevelissement aura lieu le 8 septembre, à 4 1/2 heures P. M. Le convoi partira de la demeure de sa sœur Mme Vve Victor Déjan, No 306 St-Philippe, entre Prieur et Johnson.

De la part de sa fille et des familles Abat et Déjan.

Décédé, le 7 septembre 1881, à une heure un quart, P. M., à l'âge de 6 ans et 9 mois, FRANÇOIS XAVIER FRISARD, né à la Nouvelle-Orléans, fils de Jules Frisard et de Jeanne Lacoste. Les amis et connaissances de la famille, ainsi que les membres de la Société Française, sont priés d'assister à son inhumation qui aurons lieu aujourd'hui, à 5 heures de l'après-midi. Le corps est exposé rue Toulouse, No 150, entre Bourgogne et Rampart.

De la part de ses parents.

MESSU FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de feu EUGÈNE SOUBRAT, jeudi prochain, le 8 courant, à 7 heures du matin, à l'église Cathédrale St. Louis. Les amis et connaissances ainsi que ceux de sa famille, sont priés de bien vouloir y assister.

De la part de sa veuve et de ses enfants.

7 sept—2f.

WEST END,

GRAND CONCERT

TOUS LES SOIRS

PAR LE CÉLÈBRE ORCHESTRE DU

Professeur Moses.

WILLIAM RICKEL.....Solo de cornet

Illumination par la lumière électrique

Les célèbres trapézistes

LES FRÈRES VALDEZ,

exécuteront tous les soirs les exercices les plus difficiles.

Des trains extra seront fournis à des prix réduits, en en faisant la demande trois heures à l'avance.

Les trains partiront du coin des rues Canal et Carondelet à 6:15 A. M., 8 7 A. M., et toutes les heures jusqu'à 3 P. M., et ensuite toutes les demi-heures.

Le dernier train partira de la ville 10 P. M.

Le dernier train quitte le West End à 11 P. M.

Le dimanche après-midi, les trains partiront toutes les 15 minutes.

Prix du passage, aller et retour, 25 cents.

8 sept—2f. C. R. EVANS Surintendant.

Taxes arriérées de ville de 1881.

Département des finances.
HOTEL DE VILLE,
Nlle-Orléans, 8 septembre 1881.

Les personnes que cela concerne sont prévenues par la présente notice que ce département postpone maintenant des listes de taxes non payées de 1881, qui seront publiées vers le 15 de ce mois prochain.

Jusqu'à nouvel ordre, les retardataires pourront payer par acomptes, souvent cinq l'intérêt sur les sommes payées.

Signé : B. T. WALSH,
Administrateur des finances.

Sept—jusq 15 oct

M. CHAS. LANAUX,

DENTISTE,

Rue Royale No 86,

Annonce à ses clientèle et au public en général qu'il est de retour parmi nous, et qu'il sera heureux de recevoir ceux qui voudront lui accorder leur confiance.

8 sept—2f

On demande

UNE bonne cuisinière et une femme de ménage au No 291 Bourbon, près Espinède. De bonnes recommandations exigées.

8 sept—2f

Comité de Salut Public.

Les personnes qui désirent souscrire au fonds du COMITÉ DE SALUT PUBLIC peuvent le faire en laissant leurs souscriptions aux messieurs dont les noms suivent, n'étant pas membres de l'Association, mais qui ont consenti à recevoir les souscriptions pour le Comité.

THOMAS SEPTON, Esq., au Home Ins. Co., coin des rues Natchez et Camp.

WM. R. LYMAN, Esq. au Crescent Ins. Co., coin du Passage Commercial et de la rue Camp.

J. B. LALLANDE, Esq., chez Nugent & Lallande, 37 rue Perdide.

W. M. SHALLWOOD, Secrétaire de la Bourse des Produits. 4 sept—15f

PAUL SAUVÉ,

Stationnaire Imprimeur en livres et Jobs.

LITHOGRAPHE. ENLUMINEUR. RELIEUR.

Livres en blanc faits sur commande.

27 Allée Commerciale,

1er sept—1m Nlle-Orléans.

CHANGEMENT DE LOCAL.

P. L. Cusachs,

Import